



**Contribution du SIEGE27 à la consultation CRE n°2022-02  
relative aux modalités de prise en compte de participations  
de tiers dans le financement de programmes  
d'investissements de renforcement pour l'insertion de  
biométhane dans les réseaux de gaz naturel**

Le Syndicat Intercommunal d'Electricité et du Gaz de l'Eure - SIEGE 27 - regroupe depuis 1946 l'ensemble des communes du département éponyme pour l'exercice des missions d'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergies (AODE).

Très tôt investi dans le développement de la filière biométhane avec la Région Normandie, le syndicat a régulièrement réagi aux diverses consultations de la CRE consacrées à l'insertion du biogaz dans le réseau (n° 2019.017 et n° 2020.012 notamment) en ce qu'il estime que :

- L'article L.453-10 du Code de l'Energie créé à l'article 94 de la Loi EGALIM suppose *a minima* d'associer les AODE au processus d'élaboration des zonages de raccordement de telle sorte que le dialogue puisse s'organiser en amont des projets entre les territoires, les porteurs de projets et les gestionnaires de réseau tant sur ses aspects techniques que financiers (cf. contribution SIEGE27 à la consultation n° 2020-012).
- Le décret du 28 juin 2019 prévoit la possibilité pour les porteurs de projets ou des tiers (publics ou privés) de participer aux renforcements sans distinction de nature lorsque le rapport I/V est supérieur à 4 700 €/Nm<sup>3</sup>/h. L'apport de ces financements complémentaires suppose une coordination entre les GRD, l'AODE et les porteurs de projets afin de limiter le recours à des zonages de raccordement dits à « I/V réduit » tels que mentionnés dans la délibération de la CRE du 14 novembre 2019.

A ce double titre, le SIEGE 27 se réjouit que la CRE envisage d'adapter le mécanisme des participations de tiers qui émergent à la faveur d'initiatives locales, régionales et/ou d'AODE.

Les propositions contenues dans la consultation améliorent significativement le dispositif initial tout en laissant subsister des zones d'ombre pouvant dégrader leur mise en œuvre :

*I/ La reconnaissance du rôle des AODE dans le développement de la filière :*

La proposition d'associer l'AODE à l'élaboration des zonages de raccordement et à la coordination des tiers financeurs formulée par le SIEGE 27 lors de la consultation publique N°2020-12 gagne dans la présente en cohérence puisque la CRE reconnaît que le régime de participation de tiers contribue à l'atteinte des objectifs nationaux de production de gaz renouvelable. Le contrôle du numérateur « I », forcément local et confié à l'AODE lorsqu'elle est compétente territorialement, est un élément majeur du développement de ce régime.

*II/ La contribution forfaitaire en cas de rebours :*

Si le SIEGE 27 ne remet pas en cause la valeur de cette participation (200 000 €) qui responsabilise les porteurs de projets et les tiers financeurs, il ne saisit pas le raisonnement tenu par la CRE tendant à exclure cette somme de tout remboursement partiel.

En reprenant l'exemple cité dans la consultation N°2022-02 :

- Au premier investissement, soit l'étude de rebours, les tiers financeurs s'engagent à hauteur de 200 000 € dans les formes et conditions mentionnées au dernier alinéa de la consultation ;
- Au 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> investissement qui est la réalisation du rebours, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence de nouveaux projets. Si, au lieu des 490 Nm<sup>3</sup>/h cités dans l'exemple, on estime le volume probabilisé à 714 Nm<sup>3</sup>/h, la participation des tiers est alors réduite à 140 000 €. Dans le cas d'espèce, et dans le strict respect des termes de la consultation qui exclue du recalcul les « études rebours pour lesquelles le montant demandé correspond au montant forfaitaire de 200 000 € », la protection du consommateur a pour effet de condamner l'usager-produceur et le contribuable (lorsque le tiers financeur est public) à subventionner le gestionnaire de réseau à hauteur de 60 000 €.

Reformulant sa proposition mentionnée en 2020, le SIEGE 27 suggère que les études de rebours soient exclusivement considérées comme une avance forfaitaire fixée *a priori* à 200 000 € et remboursable en tout ou partie si et seulement si les études débouchent sur un investissement. La suppression de l'exception mentionnée au point 2 du 2<sup>ème</sup> alinéa de la page 5 serait alors la juste contrepartie de l'investissement consenti par les tiers financeurs pour améliorer le I/V tout en responsabilisant le GRD sur la valeur des études qu'il conduit.